



Telling truth about the Genocide and Fighting the denial

La défaite des infiltrés ou la dernière étape de la libération du RWANDA

□ [November 17, 2014](#)

□ [Leave a comment](#)

□ [Uncategorized](#)

INTRODUCTION

La libération du RWANDA par le FPR s'est opérée à travers quatre phases importantes. D'abord, à partir du 1^{er} octobre 1990 où le FPR a ouvert une bataille militaire, politique et diplomatique, en vue de mettre fin au régime oppressif du général Juvénal HABYARIMANA. Ensuite, pendant le génocide des Tutsi en livrant une lutte sur tous les fronts pour arrêter le génocide et les assassinats politiques. Puis, après le génocide, en menant un combat victorieux contre les insurgés nommés « ABACENGEZI » composés d'ex-FAR et de miliciens INTERAHAMWE/IMPUZAMUGAMBI qui semaient la terreur et la désolation dans la population civile. La dernière étape est caractérisée par la consolidation de l'Etat de droit qui a débuté en 2003 et se poursuit de nos jours. Chaque étape mérite son propre développement. Nous souhaitons offrir aux lecteurs une présentation et une analyse de l'une des phases dramatiques par laquelle s'est opérée la libération du Rwanda, la victoire contre les ABACENGEZI[1] qui a permis au RWANDA de retrouver la paix dont nous jouissons.

Prise en otage des civils

Dans les camps de « réfugiés », les ex-FAR et les miliciens prospéraient grâce à l'aide internationale qui était déversée quotidiennement par containers entiers. Les cargaisons de nourriture étaient accaparées par les anciennes autorités militaires et politiques qui ne laissaient que des miettes aux exilés civils. Par exemple, dans le camp de Katale qui regroupait plus de 300.000 personnes, c'est l'ancien préfet de Kigali rural, François KAMERA qui dirigeait l'enregistrement des populations et la distribution des vivres. KAMERA est aujourd'hui définitivement condamné à la prison à vie par le Tribunal pénal international pour le RWANDA (TPIR) pour son rôle dans le génocide.

Tous les camps disposaient d'un chef de sécurité, assisté d'une commission d'intelligence composée d'anciens officiers militaires ou responsables politiques. Cette fine équipe disposait de 15 agents de renseignements, de 6 commissaires de police et de 6 juges. C'est cette structure qui leur permettait de s'engraisser et de reprendre les forces en vue d'un assaut sur le Rwanda. En même temps, ils continuaient de tuer par tous les moyens toute personne supposée être tutsi. C'est ainsi qu'un matin, une équipe de Médecins Sans Frontières découvrit qu'un de ses infirmiers Hutu avait débranché les perfusions de deux petits enfants Tutsi malades. Les gamins moururent et l'assassin fut « puni » d'un simple licenciement[2].

Organisation militaire

En exil, les ex-FAR se sont reconstituées en mettant en place une structure militaire bien organisée. Avant novembre 1996, cette structure fonctionnait avec un ministère de la défense en exil, un haut commandement militaire (Etat major), quatre départements (G1, G2, G3 et G4), un quartier général, une école supérieure militaire et deux divisions militaires (Bukavu et Goma) comprenant des brigades et des bataillons. Après 1996, qui correspond à la destruction des camps et à la débandade des ex-FAR et des miliciens, certains officiers se sont éparpillés dans divers pays, se sont réorganisés et ont continué à jouer un rôle prépondérant dans le soutien aux actes de terreur que les ABACENGEZI menaient au Rwanda.

Présidence de la République en exil

Pendant sa cabale, le président du Gouvernement génocidaire, Dr Théodore SINDIKUBWABO, possédait un service de sécurité commandé par le major MAGEZA Désiré, ancien chef du protocole du président HABYARIMANA. MAGEZA était assisté du Lt HABIMANA Emmanuel. La sécurité du premier ministre Jean KAMBANDA était assurée par une équipe commandée par le Cpt BIKWENO Pierre Célestin.

Commandement militaire général

Une fois en exil, l'ancienne armée rwandaise et l'ancienne gendarmerie nationale se sont restructurées pour créer une seule entité. Le ministre de la défense fut le colonel A. GASAKE, assisté de deux officiers, le Lt Col. BARANYERETSE Aloys chargé des affaires administratives, économiques et juridiques et le colonel Theoneste BAGOSORA chargé des affaires politiques et des relations extérieures. Ce dernier cessa d'occuper ses fonctions suite à son arrestation au Cameroun le 10 mars 1996. L'Etat major général des ex-FAR fut confié au Général major BIZIMUNGU Augustin installé à Goma, secondé par le Général de Brigade KABILIGI Gratien basé à Bukavu. L'Etat-major comportait en outre huit cadres : Col. NTIWIRAGABO Aloys, Col. RENZAHO Tharcisse, Lt Col. NDAHIMANA Jean-Marie Vianney, Lt Col. BAHUFITE Juvénal, Lt Col. NSENGIYUMVA Anatole, Col. MURASAMPONGO Joseph, Lt Col. SEBAHIRE Antoine et Lt Col. RWAMANYWA Augustin. La gestion du Quartier général était confiée à quatre officiers : Lt Col. NYILIMANZI Théonase (ancien directeur général de la Régie des aéroports du Rwanda), Cpt NSENGIYUMVA Schadrack, Cpt NTIBAKUNZE Gaspard et Lt NGANGO. L'école supérieure militaire était dirigée par le Maj. RWABUKWISI Alexis.

L'armée comportait en outre quatre départements dirigés de la façon suivante : G1 : Col. MURASAMPONGO Joseph (G1 principal), Lt Col. NUBAHA Laurent (G1 adjoint); G2 : Lt Col. BAHUFITE Juvénal (G2 principal), Maj. HATEGEKIMANA Venant (G2 adjoint), Maj. NZABONIMPA Joseph (2^{ème} G2 adjoint), Maj. BIZIMANA André (G2), Maj. NERETSE Emmanuel (Chargé des renseignements en Afrique de l'Est), Maj. TWAMBAZE Aloys (Chargé des renseignements en Belgique) ; G3 : Lt Col. SEBAHIRE Antoine (Chef), Maj. Ir NTILIKINA Faustin (adjoint) ; G4 : Lt Col. RWAMANYWA Augustin (Chef), Maj. TERERAHO Cyprien (adjoint). La comptabilité générale était assurée par Cpt NYIRAMUJYAMBERE Immaculée qui occupait la même fonction à l'état-major de l'armée rwandaise avant sa défaite.

Division militaire de Bukavu

La division de Bukavu avait trois brigades opérationnelles, une brigade de réserve et un centre de réception et de recrutement situé au camp Panzi. Placée sous la responsabilité du général de brigade KABILIGI Gratien, elle comportait un haut commandement composé de : Col. NTIWIRAGABO Aloys (commandant de la division), Lt Col. NDAHIMANA Jean-Marie Vianney (adjoint), Maj. KANYAMIBWA Félicien (G1), Lt Col. Ir RUHORAHOZA Jean-Bosco (G2-G3), Maj. KINYONI Stanislas (G4) et Maj. NYAMPAME Evariste (Chargé des relations publiques).

La division de Bukavu avait un service médical dirigé par le Lt Col. Dr MUGEMANYI Froduald, ancien directeur du centre médico-social de Kanombe. Elle possédait aussi un centre d'accueil et de réception, situé au camp militaire de Panzi, dirigé par les Maj. KANKWANZI Ruth et KARUGAHE François-Xavier, assistés du Cpt NYIRARWIMO Colette et du Lt MUKAMUSONERA Espérance (ancienne comptable de la gendarmerie nationale). L'administration du centre comprenait également treize sous-lieutenants dont trois femmes : les Ss Lt.

MUKAKINANIRA Jean d'Arc, NYIRANSABIMANA Claudine et NYIRASAFARI Séraphine. Enfin, cette division possédait un centre d'entraînement pour les nouvelles recrues qui se trouvait au camp Bulonge. Il était sous le commandement du Lt Col. GASARABWE Edouard.

Outre ces services, la division militaire de Bukavu était répartie en trois brigades, dont une 4^{ème} servant de réserve, de recrutement et formation. La 1^{ère} et la 2^{ème} brigade étaient composées de quatre bataillons, la 3^{ème} comportait six bataillons. Chaque bataillon avait un commandant. Les responsables des brigades et des bataillons composant la division militaire de Bukavu étaient les suivants :

Brigade 1 (dite 12^{ème} brigade) : Lt Col. GASARABWE Edouard (commandant), Maj. SEBAHINZI Sylvestre (adjoint), Maj. NYAMUHIMBA Emmanuel (S1-S4), Cpt MUNYAKAYANZA (S2-S3). La 1^{ère} brigade avait quatre bataillons dirigés par : Cpt NKUNZUWIMYE Prudence (111 Bn), Cpt KABERA Sédécias (112 Bn), Cpt MUJYAMBERE Léopold (113 Bn) et Lt KANYAMIKENKE Edouard (114 Bn).

Brigade 2 (13^{ème} Brigade): Maj. NZUWONEMEYE François-Xavier (commandant), Maj. KALISA Victor (adjoint), Cpt NIYOMUGABO Joseph (S1-S4), Maj. RUSIGARIYE Alfred (S2-S3). Les quatre bataillons de cette brigade étaient sous la responsabilité de : Lt HAKIZIMANA Bernard (12 Bn), Cpt NSANZABERA Elie (122 Bn), Cpt SEBUHURA Faustin (123 Bn) et Cpt DUKUZUMUREMYI Anaclet (124 Bn).

Brigade 3 (14^{ème} brigade) : Maj. NTUYAHAGA Bernard (Commandant), Maj. MUNYARUGERERO Vincent (adjoint), Cpt BILIKUNZIRA François-Xavier (S1-S4), Cpt NTIRUGIRIBAMBE Jean Chrysostome (S2-S3). Cette brigade avait six bataillons dirigés comme suit : Cpt SAGAHUTU Innocent (131 Bn), Cpt HARELIMANA Gélase (132 Bn), Cpt NDAGIJIMANA (133 Bn), Cpt RWABULINDI Léonidas (134 Bn), Maj. NGAYABERURA (135 Bn) et Maj. BIZIMUNGU Christophe (136 Bn).

Une 4^{ème} brigade dite de réserve était chargée du recrutement et de la formation. Elle était dirigée par le Lt Col. MUNYARUGARAMA Phénéas, assisté du Lt Col. NTEZIRYAYO Alphonse et du Cpt MUBILIGI. Les entraînements militaires se faisaient au camp militaire de Bulonge sous la responsabilité du Lt Col. GASARABWE Edouard.

La division militaire de Bukavu disposait aussi d'un service d'aumônerie catholique assuré par les Abbés KABALIRA Martin, HATEGEKIMANA Antoine, SEBAHINDE Anaclet, MUBILIGI Stanislas et Emmanuel MUNYAKAZI. A noter que tous ces prêtres sont des extrémistes notoires : KABALIRA Martin aujourd'hui défroqué, réside à Luchon dans le sud de la France et SEBAHINDE Anaclet, présumé décédé, ont activement participé au génocide des Tutsi. L'Abbé HATEGEKIMANA Antoine est mort à Kalima dans le Maniema en RDC en mars 1997 en combattant aux côtés des ex-FAR et des INTERAHAMWE. Il faisait partie d'une clique de onze religieux et religieuses qui ne voulaient pas se séparer des ex-FAR pour rentrer au RWANDA. L'Abbé MUBILIGI vit aujourd'hui en Belgique où il se livre à des activités politiques contre le RWANDA aux côtés des extrémistes des FDU-INKINGI.

Division militaire de Goma

La division militaire de Goma comportait un haut commandement, cinq brigades opérationnelles et une brigade de réserve en charge du recrutement et de la formation. Le haut commandement de Goma était composé de : Col. RENZAHU Tharcisse (commandant en chef), Lt Col. NKUNDIYE Léonard (adjoint), Maj. GAKARA Théophile (G1), Maj. HAKIZIMANA André (G2), Maj. MUGIRANEZA Ildéphonse (G2 adjoint), Lt BIZUMUREMYI Anastase (G2 chargé du contre-espionnage), Maj. pilote HAGUMA Pierre-Célestin (G3) et Maj. NGIRA Pierre (G1).

Cette division avait un personnel technique réparti comme suit : Cpt NTIBAKUNZE Gaspard (secrétaire particulier du chef d'état-major), Col. MUSONERA Venant (chargé des affaires politiques), Col. KANYAMANZA André (chargé des relations extérieures), Maj. NERETSE Emmanuel (chargé des relations publiques), Lt Col. SETAKO Ephrem (chargé des affaires juridiques) et du Cpt Ingénieur RUTAKAMIZE

Grégoire (chargé de la transmission). La division comptait également un service médical placé sous la direction du Lt Col. Dr BARANSARITSE Laurent, ancien directeur de l'hôpital militaire de Kanombe. L'aumônerie catholique était assurée par l'Abbé Placide DUHIRIMANA.

Les cinq brigades étaient commandées comme suit :

- 1) 21^{ème} brigade : Lt Col. KANYANDEKWE Emmanuel (commandant), Maj. MUDACUMURA Sylvestre (commandant adjoint), Maj. MUKERAGABIRO Aimable (S1-S4), Maj. MUGARAGU (S2-S3). La 21^{ème} brigade comptait quatre bataillons dirigés par : Maj. NGENDAHIMANA et Cpt RUSINGIZA Théodore (Bn 211), Maj. HABIMANA Pierre-Claver alias Bemera et Cpt HASENGINEZA Boniface (Bn 212), Cpt MUGARURA Alexandre et Cpt SHUMBUSHO Alexandre (Bn 213), Maj. RWAGAKINGA Laurent et Cpt HAKIZAYEZU (Bn 214).
- 2) 22^{ème} brigade : Maj. BIZABARIMANA Laurent (commandant), Maj. BUDURA Augustin (adjoint), Maj. HATEGEKIMANA Jean Morgan (S1-S4), Maj. MPIRANYA Protais (S2-S3). La brigade avait quatre bataillons commandés par : Cpt NGERAGEZE Bonaventure (Bn 221), Maj. HANYURWIMANA Epiphane (Bn 222), Cpt KAMANZI Marcel (Bn 223) et Maj. MBARUSHIMANA Jacques (224 Bn).
- 3) 23^{ème} brigade : Maj. BARARWEREKANA Jöel (commandant), Maj. NZABONIMPA Joseph (adjoint), Maj. RUSISIRO Félix (S1-S2), Maj. HAKIZIMANA Apollinaire (S2-S3). Ses quatre bataillons étaient dirigés par : Cpt MURENZI Evariste (231 Bn), Maj. KAREGEYA Claudien (232 Bn), Cpt MUNYANEZA (233 Bn), Cpt HAKIZIMANA Théodore (234 Bn). Ce dernier bataillon, surnommé Bn YANKEE était particulièrement chargé de s'infiltrer discrètement pour mener des opérations commandos d'assassinat dans la ville de Kigali et ses alentours.
- 4) 24^{ème} brigade : Lt Col. RWARAKABIJE Paul (commandant), Maj. TURIKINKIKO David-Emile (adjoint et S3), Lt HAKIZIMANA Bernard (S1-S4), Ss-Lt HAKIZIMANA Damien (S2), Maj. HABIMANA Jean (officier de liaison). Cette brigade comptait six bataillons dont le premier, commandé par le Maj. NGENDAHIMANA Jérôme (Bn 241) et le quatrième commandé par le Cpt NZABONIMPA Faustin (Bn 244), étaient spécialement chargés des infiltrations au Rwanda. Les autres bataillons étaient aux ordres de : Lt NDUWAYEZU Chrysologue (Bn 242), Maj. BAHEMBERA Pierre-Célestin (Bn 243) et Lt BAYAGAMBE Aloys (Bn 245).
- 5) 25^{ème} brigade : Maj. IYAMUREMYE Gaston (commandant), Maj. Dr RUHIGIRA Joseph-Désiré (adjoint), Cpt HARELIMANA Denis (S1-S4), Maj. HAGUMA Pierre-Célestin (S2-S3). Elle comptait trois bataillons commandés par Cpt NSENGIMANA (Bn 251), Maj. RUHUMURIZA (Bn 252), Lt BAZIRAMWABO Evariste (Bn 253). La brigade de réserve chargée du recrutement et de la formation était commandée par le Lt Col. HAKIZIMANA Stanislas, assistés des Majors UWIMANA François-Xavier, NTIZIHABOSE Aaron, TURIKUNKIKO David-Emile et Cpt BARINDA Juvénal.

Tanzanie

Dans le camp de Benako, se trouvait un bataillon commandé par le major MUTSINZI François-Xavier, assisté du Cpt KAZABAHAHO Prudence (S1), Lt MUGABO François (S2), Maj. HAMBANA Paul (S3) et Maj. RURANGWA André (S4). Le Lt Col. SEBAHIRE Antoine était chargé de la liaison avec les brigades de Goma et de Bukavu, ainsi que de la coordination des opérations militaires dans les camps de Tanzanie. Avec la création d'un parti politique extrémiste, le Rassemblement pour le retour des réfugiés (RDR), SEBAHIRE cumula sa fonction militaire avec celle de représentant de ce parti en Tanzanie.

Eléments sur la logistique et la propagande

Il est connu que des armes lourdes emportées par les ex-FAR lors de leur traversée de la frontière ont été saisies par l'armée zaïroise. Toutefois, les ex-FAR ont réussi à faire passer un bon nombre d'armes de petit calibre et une bonne partie de l'armement lourd. En atteste ce courrier du 29 mars 1995, écrit à Mugunga par le Maj.

BARARWEREKANA Joël, portant sur la remise et reprise du matériel militaire de la 23^{ème} brigade, opérée entre ce dernier et son remplaçant, le Lt Col. BIVUGABAGABO Marcel. On y découvre les éléments suivants :

Domaine G1 : Effectif total de la brigade = 3.837 militaires répartis comme suit : 423 pour le quartier général de la brigade, 852 pour le bataillon 231, 859 au bataillon 232, 852 pour le bataillon 233 et 851 au bataillon 234.

Domaine G2 : « *Le moral des militaires est actuellement haut, ils s'attendent à une action militaire. Une sensibilisation pour montrer la vraie version est à faire. Une impatience est observée* ». (...) « *La sécurité du personnel et du matériel est à raffiner pour faire face aux éléments ennemis infiltrés surtout dans le camp de Mugunga et aux militaires zairois qui envisagent la fouille des armes et munitions. Par cette occasion, ils peuvent piller, brutaliser, emprisonner et même tuer les réfugiés. Des caches d'armes et munitions sont donc à prévoir* ». « *La recherche du renseignement à l'intérieur de notre pays et dans le camp de réfugiés de Mugunga doit attirer l'attention du Commandant de la brigade. La population réfugiée est à sensibiliser en permanence pour qu'elle sache les réalités à l'intérieur de notre pays surtout les massacres systématiques commis par les TUTSI sur les HUTU actuellement. La population doit le savoir avant de rentrer* ».

Domaine G3 : (...) « *L'instruction théorique, surtout tactique a déjà commencé dans tous les bataillons. (...) La compagnie Renseignement n'a pas encore démarré son entraînement proprement dit. Elle est encore au niveau de rassembler ses hommes et ainsi achever l'identification et l'observation de la compagnie* ».

Domaine G4 : « *Un petit lot de matériel médical a été gratuitement offert au commandant 23 Bde. Un effort spécial est à mener auprès des ONG œuvrant dans les camps de réfugiés pour obtenir davantage d'autres matériels nécessaires aux opérations. (...) Un effort considérable est à fournir dans ce domaine pour améliorer l'état du matériel existant et augmenter la quantité du matériel de tout genre* ».

Ces informations permettent d'établir que les ex-FAR ont pu faire passer des armes en RDC lors de leur fuite, qu'ils les gardaient dans des camps et prévoyaient des opérations d'infiltration au RWANDA. Elles attestent également qu'une propagande était menée auprès des « refugies ». Au cours de la période 1994-1996, les ex-FAR ont profité de la déliquescence de l'Etat zairois pour continuer de s'entraîner militairement, de s'approvisionner en armement et en munitions dans la préparation d'une attaque d'envergure sur le RWANDA. La destruction des camps à partir de novembre 199 va faire échouer ce plan et obligera les ex-FAR à opérer une nouvelle restructuration qui a abouti à la naissance des ABACENGEZI.

Organisation des ex-FAR à partir de 1996

La destruction des camps a eu lieu en novembre 1996 lors de la première guerre menée par l'Alliance démocratique pour la libération du Congo (AFDL). Avec cette guerre, la structure exposée ci-dessus a été ébranlée. Les commandants, comme les hommes de troupes, se sont éparpillés. Les uns sont rentrés au Rwanda, d'autres sont partis en dehors de la RDC et les autres sont morts au Congo en continuant de prendre en otages la population civile poussée de force vers l'intérieur du Congo. Plusieurs officiers ex-FAR impliqués dans le génocide des Tutsi étaient actifs dans ces actions. Citons : Col. BUREGEYA Bonaventure, Col. KANYAMANZA André, Lt Col. BARANSALITSE Laurent, Lt Col. BAHUFITE Juvénal, Lt Col. KANYANDEKWE Emmanuel, Lt Col. BARANYERETSE Aloys, Maj. KALISA Victor, Maj. TERERAHO Cyprien, Maj. HAGUMA Pierre Célestin, Cpt Ir RUTAKAMIZE Grégoire, Cpt KAMANZI Marcel, Cpt KABERA Sédécias, etc.

Après la chasse de Mobutu et la prise de pouvoir par l'AFDL, un noyau dur s'est reconstitué dans le maquis autour d'un état-major, certes affaibli, mais déterminé à se battre. Cette nouvelle structure se présentait comme suit :

Col. Dr MUGEMANYI Froduald, commandant en chef

Maj. RWAGAKINGA Laurent (G1, chargé de l'administration)

Maj. HAKIZIMANA Apollinaire (G2 chargé des renseignements)

Lt Col. RWARAKABIJE Paul (G3 chargé du recrutement, de la formation et des opérations militaires)

Lt Col. NKUNDIYE Léonard (G4 chargé de la logistique)

Maj. IYAMUREMYE Gaston (G5 chargé des affaires politiques).

Cette structure avait sa base en RDC, mais possédait également des relais appelés « Centres de communication » dans différentes villes africaines et en France : Harare, Pretoria, Johannesburg, Durban, Capetown, Manzini, Mbabane, Kenya, Belgique, Congo Brazzaville, Gabon, Centrafrique, Cameroun, Mozambique, Togo et France. Ils créaient d'autres centres au fur et à mesure de l'arrivée des Rwandais dans divers pays. Des officiers ex-FAR prenaient le contrôle et la direction des affaires.

Quelques exemples :

Cameroun, Yaoundé : Col. MUBERUKA Félicien, Maj. HABIMANA Donat, Maj. BALIHENDA Augustin, Maj. KINYONI Stanislas

Centrafrique, Bangui : Lt Col. NZUNGIZE Alphonse, Lt Col. RWAMANYWA Augustin, Maj. NYAMPAME Evariste, Maj. KINYONI Stanislas, Maj. Ir NTIRIKINA Faustin, Maj. MUDACUMURA Léodomir, Lt Col. BIVUGABAGABO Marcel, Maj. KAREGEYA Claudien, Maj. BIZABARIMANA Laurent et Maj. MBARUSHIMANA Jacques.

Congo, Brazzaville : Lt Col. GASARABWE Edouard, Lt-Col. NDAHIMANA Jean-Marie Vianney, Maj. Léodomir MUGARAGU, Lt NGABOYISONGA

Bénin, Cotonou : Maj. Dr RUHIGIRA Joseph Désiré, BIGANIRO Apollinaire

Gabon, Libreville : Maj. Ir NTIBIHORA Augustin

Kenya, Nairobi : Gen. KABILIGI Gratien, Col. RUTAYISIRE Laurent (ancien directeur de la sûreté extérieure de l'Etat), Col. NTIWIRAGABO Aloys, Maj. NDANGURURA Jean Damascène, Maj. NTABAKUZE Aloys, Maj. KANYAMIBWA Jacques, Maj. HABIYAMBERE Zacharie, Maj. MAGARE Melanie, Cpt NYIRAMUJYAMBERE Immaculée, Cpt NYIRARWIMO Colette, Lt Col. Ir RUHORAHOZA Jean Bosco

Afrique du Sud, Johannesburg : Maj. MUNYARUGURU Emmanuel, Maj. BANGAMWABO Emmanuel, Maj. GATARAYIHA Gratien, Lt NGANDA Benjamin

Afrique du Sud, Durban : Maj. FEZA Dorothée

Afrique du Sud, Pretoria : Lt MUTABAZI Etienne

Togo, Lomé : Maj. NZABONIMPA J.M.V., Maj. NDANGURURA, Lt MUTABARUKA, Lt Médecin MBARUBUKEYE Mathias, Lt MUNANA Grégoire

Zimbabwe, Harare : Col. HAKIZIMANA Edouard

Burkina Faso : Lt Col. NTEZIRYAYO Alphonse

Comores : Cpt SIMBIKANGWA Pascal

Pays Bas : Maj. KARANGWA Pierre-Claver, Lt SEKIMONYO

Belgique, Bruxelles : Lt Col. KAYUMBA Cyprien, Gen. Maj. NDINDIRIYIMANA Augustin, Col. MUSONERA Venant

France, Paris : Col. pilote NTAHOBALI Sebastien

Danemark : Cpt SAGAHUTU Innocent.

Vers le début des années 2000, la plupart de ces officiers craignaient les poursuites judiciaires suite au travail actif des enquêteurs du tribunal pénal international pour le Rwanda ; d'autres se rendirent compte que leur lutte n'aura pas d'issue victorieuse et préférèrent s'exiler dans divers pays européens. Ils n'abandonnèrent pas pour autant leur soutien à leurs compagnons de lutte restés dans le maquis congolais. Ils poursuivront des campagnes de mobilisation et de collecte des fonds qu'ils envoyaient sur le terrain. Puis, lorsque le juge Bruguière entama sa prétendue instruction sur l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, ces officiers qui sont presque tous impliqués dans le génocide des Tutsi seront ses principaux informateurs : BAGOSORA Theoneste, NDINDIRIYIMANA Augustin, KABILIGI Gratien, MURASAMPONGO Joseph, NTIRIKINA Faustin, NYIRARWIMO Colette et autres.

Principaux lieux d'entraînements des ABACENGEZI

L'essentiel des lieux d'entraînements militaires des ABACENGEZI se trouvait en RDC. Etant donné que les recrutements s'effectuaient dans les camps de « réfugiés », les centres de formation se trouvaient dans leurs alentours : Camp Tchad, Près du Lac Hondo et du Centre de Nyarutembe, ainsi qu'à Rutshuru et à Katoyi entre Masisi et Walikale. Des entraînements à l'infiltration avaient également lieu autour des volcans de Sabyinyo, Gahinga et Kalisimbi. Ailleurs, des entraînements se sont déroulés au Congo Brazzaville près des camps de réfugiés rwandais à OYO (400 Km de Brazzaville) où il y avait un camp d'environ 2000-3000 personnes. D'autres se déroulaient dans le camp de Loukolela qui regroupait 5325 « réfugiés », Lilanga abritant 525 personnes, Ndjoungou regroupant 2100 personnes et Kintele abritant 5000 « réfugiés ». Le pourcentage des hommes dans ces camps était de 60%, dont l'immense majorité de jeunes, ce qui expliquait leur engagement dans ces formations[3].

En Tanzanie, les entraînements à Lukole, ainsi que dans les forêts de Burigi et de Kaminsi. En Centrafrique, trois zones d'entraînements ont été identifiées : Mboki, Obo et Rafai. Au Burundi, les entraînements se déroulaient dans les camps de Ruhenda, Busenda, Ibumba et Gitukwa[4]. Des formations militaires d'ex-FAR (environ 2800) et Interahamwe (environ 800) se sont également déroulées au sud Soudan à Juba, Yambio, Amadi et Ngangala.

Dans son Rapport publié le 18 novembre 1998, la Commission internationale d'enquête des Nations unies sur les livraisons illicites d'armes dans la région des Grands Lacs a noté qu'entre 5000 et 8000 éléments des ex-FAR avaient été localisés au Sud-Soudan et qu'ils bénéficiaient de livraisons d'armes et de matériel connexe[5]. La Commission a mis en évidence certaines sources de financement des ex-FAR en précisant qu'ils faisaient le commerce de stupéfiants entre l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Europe pour financer leurs opérations armées. La Commission a estimé qu'entre 10.000 et 15.000 miliciens et ex-soldats rwandais étaient retournés au Rwanda pour combattre dans les ABACENGEZI. Elle ajoutait que d'autres avaient combattu au Congo-Brazzaville pendant la guerre civile, ainsi qu'au Congo-Kinshasa, dans le camp de Laurent-Désiré Kabila[6].

Stratégie criminelle des ABACENGEZI

Les ex-FAR et leurs alliés Interahamwe sont partis en RDC en ayant sous la gorge la rage d'avoir été militairement défaits et avec la ferme intention de revenir au Rwanda pour renverser le nouveau régime et exterminer définitivement les Tutsi encore en vie. Comme stratégie de parvenir à leurs fins, les ex-FAR renaient deux millions de populations civiles qu'ils utilisaient comme otages et boucliers humains, les empêchant de rentrer pacifiquement au Rwanda, en s'opposant fermement aux appels du Gouvernement rwandais de rapatrier tous les ressortissants rwandais. Ces éléments des ex-FAR endoctrinaient la même population pour la persuader de la nécessité d'un retour armé au Rwanda. Ils utilisaient une propagande idéologique selon laquelle le FPR se livrerait aux tueries massives de tout Hutu qui rentrerait au Rwanda. Ceux qui refusaient de suivre ce discours et se hasardaient à rentrer au Rwanda étaient tués d'office sans aucune autre forme de procès.

Par peur et suite à cet encadrement idéologique, des centaines de milliers de civils sont restés entassés dans les camps, pendant plus de deux ans, entraînant les grosses dépenses de la communauté internationale, au moment où au Rwanda très peu d'organisations acceptaient d'assister le Gouvernement rwandais dans ses efforts de reconstruction. Parallèlement à cette stratégie de rétention de la population civile, les ex-FAR et les INTERAHAMWE ont accentué des entraînements militaires dans le but de lancer une opération de grande envergure dans l'espoir de la reconquête du Rwanda. Ces actions furent doublées de campagnes d'intoxication à l'aide des journaux ethnistes (ou plutôt des tracts) reprenant le ton de Kangura et RTL, et distribués clandestinement dans les préfectures de Ruhengeri, Gisenyi et une partie de Gitarama notamment dans les communes Nyabikenke, Nyakabanda et Bulinga. Citons : UMUCUNGUZI, IBOHORE, IJWI RYA RUBANDA, DUSHIKAME, BAZUMVA RYARI et INTASHYO[7].

Ces actions se déroulaient en même temps que des infiltrations discrètes dans des communes et secteurs de Gisenyi et Ruhengeri, bastion de l'ancien régime, pour sensibiliser la population vivant au Rwanda à la cause des ABACENGEZI. Ces infiltrations se sont essentiellement faites en 1995-1996 et étaient commandées sur le terrain par des jeunes officiers de rang moyen, notamment le Maj. HAGUMA Pierre Célestin, le Lt Innocent NDAMYUMUGABE alias Kazungu, les Sous-lieutenants MAKOFÉ, CYAKA et MABUYE[8].

Après la destruction des camps en novembre 1996, la stratégie des Abacengezi se radicalisa autour des actions bien ciblées, évitant dans la plupart des cas un affrontement militaire direct avec l'armée patriotique rwandaise. Ils opteront pour l'objectif de diviser le Rwanda en deux blocs géographiques ingouvernables, ayant le nord du pays (Gisenyi, Ruhengeri) comme bastion et lieu privilégié des opérations de sabotage et de terreur. Bénéficiant du fait que l'essentiel des anciens membres des FAR provenaient de ces régions, les ABACENGEZI choisiront la stratégie de sensibiliser la population pour leur cause, enrôleront de force les jeunes et intimideront jusqu'à la mort tous ceux qui ne se soumettaient pas à leur lutte. Ils seront aidés dans toute leur campagne par la branche politique incarnée par le Rassemblement pour le retour des réfugiés (RDR) dont les membres étaient autant des civils que des militaires qui partageaient la même idéologie de haine. Les ABACENGEZI se livreront enfin aux actes de terreur sans précédent dont les principales victimes furent non seulement les populations civiles, mais aussi les autorités administratives et les militaires de l'APR.

Organisation des infiltrations au Rwanda

Les infiltrations des ABACENGEZI sur le territoire rwandais se faisaient par secteur géographique sous la responsabilité des commandants désignés ou volontaires. En 1997, il y avait six secteurs opérationnels des ABACENGEZI ; puis, suite aux nombreuses pertes qu'ils ont enregistrées après plusieurs défaites leur infligées par l'APR, il y a eu une restructuration qui a abouti à la création de l'Alliance pour la Libération du Rwanda (ALIR) avec de nouveaux secteurs ci-après[9]:

1. Secteur ALPHA : couvrait les communes de Kinigi, Kidaho, Nkumba et Butaro (Ruhengeri), puis Buyoga, Rutare, Kinyami (Byumba). Il était commandé par le Cpt SHUMBUSHO Alexandre, assisté du Lt Ingénieur Sébastien NGORORABANGA.
2. Secteur BRAVO : couvrait les communes Mukingo, Nyakinama, Nyamutera, Ndusu, Nkuli, Gatonde (Ruhengeri) et des communes situées dans le Nord de Kigali Ngali, dans la sous-préfecture de Rushashi (Tare, Musasa, Mugambazi, etc). Il était commandé par le Cpt NZABONIMPA alias Ruvaga. Originaire de Mutura à Gisenyi, il fut tué en 1998 dans la forêt de Gishwati lors des affrontements avec l'APR.
3. Secteur CHARLIE : couvrait les communes Rwerere, Kanama et Rubavu. Il était commandé par le Cpt Alfred RUSIGI, ancien instructeur à l'école supérieure militaire.
4. Secteur DELTA : couvrait les communes Karago, Giciye, Nyamyumba, Satinskyi, Kayove, Gaseke, Kibilira et Ramba. Il était aux ordres du Cpt HARELIMANA Gelase alias Kaceri, natif de Ruhengeri.
5. Secteur Cyangugu-Kibuye : était confié au Cpt Pacifique NTAWUNGUKA.

En 1998, ces secteurs n'ont pas complètement disparu, mais ont été restructurés en juin-juillet au nombre de quatre :

1. Secteur NAZARETH : incluait toutes les communes de la préfecture de Ruhengeri et sous-préfecture de Rushashi (Kigali-Ngali). Son commandant était le Maj. Pierre-Claver HABIMANA alias Jules BEMERA.
2. Secteur BETHLEEM : comprenait les communes Kanama, Rubavu, Mutura et Rwerere. Il était commandé par le Cpt RUSIGI Alfred.
3. Secteur QUEBEC : couvrait les communes de Karago et Giciye et une partie des autres communes proches non couvertes par le secteur BETHLEEM.
4. Secteur DELTA : couvrait la sous-préfecture de Ngororero (Ramba, Gaseke, Kibilira, Kayove) et une partie des préfectures de Kibuye et de Gitarama. Il était aux ordres du Lt NIZEYIMANA alias Bigaruka.

Le rôle essentiel confié à ces commandants de terrain concernait l'identification des cibles prioritaires à attaquer, la reconnaissance des lieux d'opérations, la sensibilisation progressive des populations en ciblant les autorités locales de base, le recrutement de nouveaux éléments. Ils étaient en quelque sorte les premiers envoyés sur terrain en prévision des attaques en cours de préparation. Ils constituaient à cet effet un maillon très important de la chaîne, raison pour laquelle ils étaient confiés aux jeunes officiers plus ardues et totalement acquis à la cause.

ACTES CRIMINELS DES ABACENGEZI

Les ABACENGEZI se sont livrés à des actes de terreur et d'assassinats ayant coûté la vie à des centaines de morts civils. Ils ont également détruit des biens à caractère civil qui servaient à la survie de la population. Ils ont aussi attaqué et détruit des infrastructures publiques juridiquement inattaquables pendant les hostilités, telles les écoles, les hôpitaux et les lieux du culte. Pour mieux éclairer l'ampleur de ces actes, nous donnons des cas précis, non exhaustifs, des crimes perpétrés au cours des années 1996-1998. Nous nous arrêtons à l'année 1998 car elle marque l'affaiblissement et le début de la défaite totale des ABACENGEZI.

En effet, à partir du mois de juillet 1998, une combinaison de facteurs a contribué à diminuer considérablement les moyens d'action de la rébellion. L'APR a réalisé plusieurs opérations significatives, notamment dans la préfecture de Gisenyi avec la mort du lieutenant-colonel Léonard NKUNDIYE avec 200 de ses hommes à Giciye, parmi lesquels se trouvait l'un de ses éminents gardes du corps, le Slt BANZI Wellars, originaire de la commune Karago. Le mois suivant, le Col. Dr Froduald MUGEMANYI, fut à son tour tué à dans la nuit du 3 au 4 août à Nyarutovu (Ruhengeri). Le Cpt NZABONIMPA chargé des opérations des ABACENGEZI dans la commune Mutura est tué dans la forêt de Gishwati au cours de la même période. Le Cpt SHUMBUSHO Alexandre, ancien officier d'une unité d'élite des ex-FAR, le bataillon para-commando, subit le même sort, alors qu'il était responsable des ABACENGEZI dans la préfecture de Byumba, d'où il était originaire. Les Slt BARAYAVUZE Jean-Damascène et DUSABIMANA Caritas, seront également tués en commune Rwerere. Leur collègue qui opérait dans la commune Kayove, le Slt NGUYENEZA Evariste fut capturé. D'autre part, les opérations rwando-ougandaises menées au Congo coupèrent les lignes d'attaque, de repli et d'approvisionnement des ABACENGEZI qui, jusque-là, parvenaient à opérer de façon transfrontalière.

A l'instar des officiers ex-FAR tués pendant qu'ils combattaient lors des infiltrations au RWANDA, plusieurs autres officiers ex-FAR vont périr au Congo, soit de maladie soit des effets de la guerre, ce qui affecta grandement le moral des ABACENGEZI. Citons les Maj. RWABUKWISI Alexis, BIZIMUNGU Christophe et le Lt MANIRAGUHA Damien, morts dans le sud Kivu, alors qu'ils coordonnaient les infiltrations dans leur préfecture natale de Cyangugu. Le Slt MUSHIMIYIMANA Esdras est quant à lui tué lors d'une opération d'infiltration à Cyangugu en 1997. Le Lt Col. RWAMANYWA Augustin, originaire de la commune Mudasomwa meurt en mars 1997, alors qu'il était chargé de mener des infiltrations dans sa préfecture natale de Gikongoro avec l'aide du Maj. NKULIKIYE François originaire de la commune Nshili (Gikongoro). De nombreux officiers impliqués dans la préparation et la conduite des opérations des ABACENGEZI dans les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri, Byumba, Kibuye et Gitarama subirent le même sort. Malgré ces lourdes pertes, les actes meurtriers des ABACENGEZI au RWANDA vont affecter sérieusement la vie nationale et la sécurité publique dans cinq des douze préfectures du pays, avec des actes terroristes sans précédent et des assassinats souvent massifs et violents[10].

Crimes des ABACENGEZI dans la préfecture de Gisenyi

Dans la nuit du 27 au 28 avril 1997 à 1h du matin, la directrice belge de l'École économique des filles de Muramba (commune Satinskyi), Sœur Griet BOSMANS, fut tuée avec 17 élèves et quatre personnes qui logeaient à l'École de Tetero. Le 6 août 1997, six personnes ont été tuées à Kanama. Le 8 août suivant, 11 autres personnes furent tuées au même endroit par des infiltrés armés de matraques, de machettes et de fusils[11]. Le lendemain, une autre attaque menée à Mutura fut 16 victimes et 8 blessés[12]. Le 18 août, une attaque fut dirigée contre un centre de regroupement de rescapés Tutsi du génocide installé à Gahenerezo en Commune Mutura et fit quinze morts[13].

Dans la nuit du 22 août 1997, plus de 200 réfugiés Tutsi congolais furent massacrés à la machette et au fusil dans le camp de Mudende en commune Mutura. Au nombre des victimes figuraient de jeunes enfants endormis. Le camp abritait environ 8000 réfugiés tutsi congolais qui avaient fui les combats dans l'Est de l'ex-Zaïre en 1995-1996. Le représentant du HCR au Rwanda, Roman URASA, qui avait la responsabilité du camp, a indiqué que des personnes de la région avaient participé au massacre[14]. Des recherches ultérieures montreront effectivement que des Rwandais travaillant pour l'organisation humanitaire, Adventist Relief Agency (ADRA) et des paysans locaux avaient participé aux massacres aux côtés des ABACENGEZI[15]. C'est un signe que ces derniers se faisaient engager dans des organisations humanitaires pour mieux s'infiltrer à l'intérieur du pays.

Le 30 septembre 1997, les ABACENGEZI attaquèrent un autre camp de regroupement situé à Rugerero[16] en commune Rubavu. Le camp regroupait des réfugiés tutsi rwandais des années 1959 qui venaient du Congo et attendaient leur installation dans leur pays, le Rwanda. Plusieurs morts sont à déplorer. Dans la nuit du 17 au 19 novembre 1997, des centaines d'infiltrés (jusqu'à 1200 selon les autorités) attaquèrent la prison communale de Giciye pour en libérer les prisonniers. L'armée rwandaise intervint et les combats durèrent deux jours. 80 prisonniers "pris entre deux feux", et au moins 88 rebelles furent tués, ainsi que deux soldats des forces gouvernementales. 90 prisonniers purent s'enfuir, d'autres moururent dans l'incendie de la prison opérée par les assaillants. Bilan total des morts : environ 300 personnes[17]. Le 14 novembre 1997, les ABACENGEZI tuèrent plus de 20 personnes dans l'attaque du marché de Giciye, ainsi que deux autres personnes le lendemain, à un barrage qu'ils ont tendu sur la route Ruhengeri-Gisenyi[18].

Dans la nuit du 7 au 8 janvier 1998, cinq religieuses rwandaises de la Congrégation des Filles de la Résurrection furent assassinées et deux autres grièvement blessées, dans leur couvent de Busasamana, à 30 km de Nyundo. Les agresseurs ont également assassiné le gardien du couvent et l'épouse du responsable de la communauté chrétienne locale[19]. Dans la matinée du 19 janvier 1998, les infiltrés attaquèrent un bus transportant le personnel de la BRALIRWA, tuant 40 personnes. Les assaillants ont demandé aux passagers de se regrouper par ethnie et ceux-ci ayant refusé, ils ont ouvert le feu à l'aveuglette. Certaines victimes ont été décapitées, d'autres brûlées vives[20].

Le 6 février 1998 à Byahi, en commune Rubavu, les infiltrés y ont tué 34 personnes. Deux jours après, le 8 février, ils ont massacré 58 personnes dans la même localité. Le préfet précisa que les ABACENGEZI responsables de ces actes ont tué à coups de hache les bébés, les enfants, les femmes et les vieillards, sans faire de distinction entre les Hutu et les Tutsi[21]. Le 17 février 1998, onze personnes furent tuées lors d'une autre attaque des mêmes infiltrés contre l'usine à thé de Pfunda[22]. Le 23 mars 1998, 17 civils Tutsi furent massacrés dans la commune de Kanama par un groupe d'une centaine de personnes[23].

Dans la nuit du 17 au 18 mai 1998, 14 enfants furent tués et trois autres blessés dans l'attaque d'un internat de Nyamyumba[24]. Une autre attaque menée entre le 26 et le 28 mai respectivement à Rwerere, Kanama et Nyamyumba fera 20 victimes et 60 blessés dont des enfants. Plusieurs blessés mourront de leurs blessures[25]. Le 31 mai 1998, six membres d'une même famille (un pasteur, sa femme et ses quatre enfants) furent assassinés à Kabiza[26]. Le 8 juin 1998, 29 personnes sont tuées et une vingtaine blessées dans l'attaque d'un camp d'anciens réfugiés Tutsi, nouvellement rentrés au Rwanda, dans la commune de Kayove[27]. Le 16 juin 1998, 23 personnes furent tuées et 62 blessées dans une attaque nocturne d'un camp de transit à Nkamira, commune Mutura[28]. D'autres sources parleront de 58 morts[29]. Ce camp abritait également des anciens réfugiés tutsi qui rentraient au Rwanda ainsi que des survivants du massacre de Mudende.

Crimes des ABACENGEZI dans la préfecture de Ruhengeri

Le 13 février 1997, sept rescapés du génocide furent massacrés en commune Kigombe, dans le centre-ville de Ruhengeri. Le 6 novembre 1997, 24 personnes sont tuées à Ndusu ; 32 autres, dont deux responsables administratifs locaux, furent assassinés lors de cinq incidents différents[30]. Dans la nuit du 17 au 18 novembre 1997, les Abacengezi attaquèrent sept familles à Mukamira (commune Nkuli), et tuent 27 personnes[31]. Le 24 novembre, le même centre de Mukamira subit une attaque qui tua 28 personnes, toutes d'ethnie tutsi[32].

Dans la nuit du 3 au 4 février 1998, 34 personnes furent tuées à Jenda (commune Nkuli)[33]. Le 4 mars 1998, les infiltrés tuèrent cinq personnes à Ruhengeri, dont deux enfants et un bébé[34]. Dans la nuit du 24 au 25 mars 1998, cinq jeunes sont également tués et sept autres blessés lors d'une attaque contre leur école dans la commune de Nkuli[35]. Le 7 avril, 11 soldats, dont 2 officiers, furent tués dans une embuscade dans la commune de Nyamugari[36]. Le 10 avril 1998, une attaque contre le camp de regroupement de Nyarutovu fit 53 morts[37].

Les 19 et 20 avril 1998, à Cyanika, commune de Kidaho, une quarantaine d'infiltrés participent à une attaque faisant 10 victimes[38]. Pendant le week-end du 25-26 avril 1998, un prêtre de la cathédrale de Ruhengeri, l'Abbé Boniface KAGABO, fut tué par les infiltrés dans le secteur de Kigombe, de même que cinq autres personnes[39]. Le 29 avril, ils tuèrent 20 personnes et blessèrent 42 autres en attaquant un camp de déplacés à Kinigi. Les attaquants ont pillé les biens, volé le bétail et pris d'assaut la prison locale et libérèrent 29 détenus[40].

Crimes des ABACENGEZI dans la préfecture de Gitarama

Au début du mois d'octobre 1997, la préfecture de Gitarama devint l'objet de plusieurs attaques, parfois simultanées, particulièrement dans les communes frontalières de Gisenyi et de Ruhengeri. Elles feront 66 victimes lors de six attaques successives[41]. L'offensive des infiltrés sur Gitarama avait un double objectif : tenter de couper la paix en deux, d'une part ; et occuper une partie de l'armée régulière au centre pour attaquer dans le nord, d'autre part. Le 3 décembre 1997, une attaque de grande envergure d'environ 300 assaillants eut lieu au bureau communal de Bulinga. Elle fera 8 morts et permettra de libérer tous les 630 prisonniers qui étaient détenus à Bulinga. Deux soldats et deux policiers qui gardaient la prison furent tués[42]. Au cours de l'affrontement avec l'APR, un jeune officier des ABACENGEZI, le slt Lieutenant NIYONSENGA Fabien est capturé.

Le 5 janvier 1998, au moins 40 personnes furent tuées dans une attaque dans les communes de Nyabikenke et Nyakabanda. Les agresseurs ont attaqué à la machette, à la grenade et à l'arme à feu[43]. Le 28 février 1998, les Abacengezi ont pris d'assaut la prison communale de Nyakabanda et libéré 80 détenus. L'armée rwandaise fera savoir le 5 mars que plus de 100 "rebelles" avaient été tués lors des combats qui ont éclaté dans toute la région de Gitarama après l'attaque de la prison et qui se poursuivaient ce même jour. Huit soldats et un officier furent tués, ainsi que l'assistant du bourgmestre de Nyakabanda. Une autre attaque était repoussée le 1^{er} mars 1998[44]. Le 6 mars 1998, une personne fut tuée et sept autres blessées lorsque des infiltrés ont pris un minibus en embuscade près de Mushubati[45]. Dans la nuit du 30 au 31 mars à Nyabikenke, des infiltrés ont tué neuf personnes[46].

Dans la nuit du 10 au 11 avril, les mêmes éléments ont tué 24 personnes dans la commune de Musambira[47]. Le 11 avril 1998, cinq autres personnes furent tuées dans une embuscade sur la route Kigali-Gitarama. Dans la nuit du 11 au 12 avril, cinq femmes rescapées du génocide de 1994 sont à leur tour tuées à la hache et à la machette à Nyamabuye[48]. Le 22 avril 1998, deux survivants du génocide, une mère et son fils, sont aussi tués en commune Kayenzi[49]. Dans la nuit du 14 au 15 mai, 17 victimes sont à déplorer[50].

Crimes des ABACENGEZI dans la préfecture de Kibuye

L'attaque la plus spectaculaire et la plus meurtrière dans la préfecture de Kibuye est survenue le 18 mars 1997 à l'école secondaire de Nyange. Les assaillants ont attaqué la nuit, ont demandé aux élèves de se séparer selon leurs ethnies. Ces derniers ont refusé avec un courage extraordinaire, sachant bien qu'ils risquaient une mort imminente. 46 victimes y trouvèrent la mort, tous des adolescents de 5^{ème} et 6^{ème} secondaire. Le 22 juin 1997, toujours à Nyange, il y eut l'attaque d'un autocar par un groupe armé qui fit 18 morts, dont 3 enfants et 40 blessés[51].

Le 4 septembre 1997, des infiltrés au nombre de 800 ont attaqué la prison communale de Kivumu et libéré des centaines de détenus. La prison abritait environ 380 prisonniers. 21 personnes furent massacrées dans le village de Ndaroro[52]. Le 22 juin 1998, Les infiltrés ont tendu une embuscade sur la route Kigali-Kibuye entre les communes Kivumu et Mabanza. Ils ont arrêté un bus dont la plupart de passagers étaient des élèves de l'école technique de Kibuye qui partaient en vacances. Il y eut plusieurs morts et plusieurs blessés[53].

Crimes des ABACENGEZI dans la préfecture de Kigali-rural

Le 9 février 1997, à Tare, des infiltrés ont attaqué un bus en direction de Ruhengeri. Ils ont obligé aux passagers de descendre, puis de se séparer selon leur appartenance ethnique. Ils ont tiré sur les Tutsi et sur les Hutu qui avaient refusé de s'identifier. Onze victimes. Dans la nuit du 12 au 13 juillet 1998, 34 personnes furent tuées dans une auberge d'étape pour chauffeurs dénommée « RENDEZ-VOUS » à Tare, environ 35 km au nord de Kigali. Parmi les victimes, se trouvaient des personnes qui étaient venues de Kigali pour regarder un match de football de la finale de la coupe du monde opposant la France au Brésil. Les assaillants ont incendié l'auberge et la plupart des victimes ont été brûlées vives[54]. Le 31 Juillet, les infiltrés armés de machettes et de gourdins ont massacré 110 personnes à Buheta et à Raba[55].

Crimes des ABACENGEZI dans la préfecture de Cyangugu

Les actions des infiltrés y ont commencé un peu plus tôt que dans le nord du pays et visaient essentiellement les autorités locales et les défenseurs des droits de l'homme. Dans la nuit du 10 au 11 mai 1996, une attaque a été menée contre la commune de Karengera et tué le bourgmestre, Mme MUKANDOLI Anne-Marie. Dans la nuit du 27 au 28 octobre 1996, une autre attaque fut dirigée contre le bureau communal de Nyakabuye. Les assaillants ont libéré les prisonniers qui y étaient détenus, puis ont incendié une partie du bureau communal. Ils ont tué un soldat de l'armée régulière et blessé quatre autres très grièvement. Le bourgmestre, Mme MUKABARANGA Judith, fut tué à son domicile au cours de la même attaque. Le 5 février 1997, cinq agents de la mission des observateurs des Nations unies pour les droits de l'homme, dont deux expatriés et trois interprètes rwandais, furent arrêtés sur la route et tués par des infiltrés en commune Karengera.

Libération par l'Armée Patriotique Rwandaise

Tout naturellement, les attaques des infiltrés contre le Rwanda ont obligé l'armée régulière à user de son droit de défense pour la protection de l'intégrité nationale et des citoyens. Outre la traque normale des assaillants, deux méthodes ont été utilisées conjointement par l'armée et par les autorités politiques : la sensibilisation des populations pour se désolidariser des insurgés, la réinsertion des éléments des ex-FAR dans l'APR et le regroupement des civils pour les épargner des effets des hostilités. Ces regroupements ont eu lieu dans les communes gravement touchées par le conflit, en vue d'une part, de permettre à l'armée d'avoir un terrain libre pour mieux mener les opérations contre les assaillants ; et d'autre part, en vue de chercher les ABACENGEZI au sein de la population civile. Une fois que la sécurité était rétablie, les populations civiles retournaient dans leurs lieux d'habitations.

Cette méthode a été critiquée à tort par des ONG comme AMNESTY INTERNATIONAL, HUMAN RIGHTS WATCH et autres prétendus spécialistes du RWANDA[56], qui la considéraient comme un moyen d'intimidation de la population civile. Ce faisant, ces détracteurs n'ont proposé aucune alternative qui aurait pu permettre de faire face aux ABACENGEZI armées, infiltrées dans la population et habillées en tenue civile. Si l'APR n'avait pas procédé de la sorte pour épargner au maximum les populations civiles des effets des hostilités, les mêmes détracteurs l'auraient accusé de crimes de guerre, comme le fait abusivement un juge espagnol, Fernando MERELLES qui, à tort, attribue à l'APR des massacres de civils commis par des ABACENGEZI.

Une autre méthode utilisée par l'APR et par le Gouvernement rwandais dans son ensemble a consisté à sensibiliser les combattants ABACENGEZI à cesser les hostilités, déposer les armes et rentrer dans leur pays pour participer à sa reconstruction. Plusieurs militaires qui ont accepté cet appel ont été réintégrés dans les forces rwandaises de défense et poursuivent leur carrière. Cette option a porté beaucoup de fruits car de nombreux hauts gradés ex-FAR qui combattaient dans les ABACENGEZI ont décidé de revenir au RWANDA, souvent avec

l'essentiel de leurs troupes, ce qui a sensiblement atteint le moral des radicaux. Sont ainsi rentrés de cette façon-là : Gén. Maj. RWARAKABIJE Paul, Gén. de brigade NGENDAHIMANA Jérôme, Gén. de brigade BIZIMUNGU Séraphin alias Mahoro, Col. Evariste MURENZI, Col. SEBUHURA Faustin, Maj. BIZIMANA André, Maj. TURIKUNKIKO David, Maj. KAREGEYA Claudien, Maj. RURANGWA André, Maj. MARIZAMUNDA Juvénal, Lt NZEYIMANA Thaddée, etc.

Sanction des militaires fautifs

Deux types de critiques ont été formulés sur ce dossier. Les uns accusent le pouvoir judiciaire rwandais d'avoir mis en prison certains militaires ex-FAR rentrés au Rwanda et de les avoir jugés pour leur rôle dans le génocide. D'autres disent que des militaires de l'APR ont aussi commis des crimes et qu'ils seraient assurés d'impunité. Tout est clair sur ces questions. D'abord, le fait de revenir librement dans son pays ne signifie pas que l'on ne doit pas répondre devant la justice des actes répréhensibles que l'on a commis. C'est ce qui explique pourquoi des ex-FAR impliqués dans le génocide sont traduits en justice, certains sont condamnés s'ils sont trouvés coupables, d'autres sont acquittés et réintroduits dans leurs fonctions. Ensuite, s'agissant des soldats de l'ex-APR qui ont commis des crimes, il n'y a jamais eu d'impunité à leur égard que ce soit dans le passé lointain, que ce soit actuellement.

Il convient de préciser sur ce sujet que des actes criminels commis par des soldats de l'ex-APR n'étaient en aucun cas l'émanation d'un ordre donné par leur commandement militaire. Pendant la guerre, la hiérarchie de l'APR a toujours ordonné à ses soldats de ne s'attaquer qu'aux objectifs strictement militaires et de protéger les populations et les biens civils. C'est la raison pour laquelle, dès le début de la guerre de libération en octobre 1990, le FPR a signé un document transmis au CICR stipulant que ses soldats appliqueront rigoureusement les dispositions des conventions de Genève régissant les conflits armés. C'est aussi pour cette raison que l'APR n'a pas toléré des infractions commises par ses soldats. Citons à titre d'exemple ce cas d'un sergent publiquement exécuté le 17 janvier 1998 à Ruhengeri devant 2000 à 3000 personnes après qu'il eut reconnu coupable d'avoir tué un habitant de la ville. Un responsable militaire présent sur place déclara à la suite de cette exécution qu'elle avait pour but de « *montrer que l'armée n'envoie pas ses soldats pour tuer la population* ». Il précisa que les meurtres de civils par des soldats « *sont des cas isolés, et pas des ordres venus de la hiérarchie*[57] ». La veille, 16 janvier, quatre soldats accusés du meurtre d'un commandant de gendarmerie à Gitarama, avaient été condamnés à mort.

Conclusions ce dossier en rappelant que le 18 juin 2002, le chef de l'Etat, son Excellence Paul KAGAME, faisait la part des choses dans son discours inaugural des juridictions Gacaca : « *Il ne faut pas faire d'amalgame entre le génocide et les crimes commis pendant ou après. Des actes de vengeance ont été commis par des individus isolément. Ces derniers, chaque fois qu'ils ont été connus, ont été punis sévèrement* ». C'est une évidence indéniable.

CONCLUSION

Après le génocide des Tutsi, ceux qui l'ont préparé et exécuté n'ont pas désarmé. Ils ont continué de nourrir leur intention criminelle de retourner au Rwanda par la force et y exterminer les victimes encore en vie. A travers plusieurs actions d'incursion terroriste, ils ont tué des personnes civiles innocentes et détruit des biens publics. Grâce au courage et à la détermination de l'APR, ces forces criminelles furent vaincues et mises hors d'état de nuire. Le Rwanda, conduit par le FPR, avec à sa tête son Excellence Paul KAGAME, put alors se lancer véritablement dans la construction d'un Etat de droit. Nous rendons un vibrant hommage à tous les fils et filles du RWANDA qui ont payé leur vie pour que le RWANDA recouvre l'harmonie sociale et la prospérité. Paix à leur âme. Nous ne les oublierons jamais.

[1] Les informations contenues dans cet article viennent de l'analyse de diverses auditions recueillies par les Commissions MUCYO et MUTSINZI, de la propre enquête de l'auteur et des documents publiés ou inédits.

[2] Laurent BIJARD, Le Nouvel Observateur, 3-9 septembre 1994

[3] L'enquête menée par African Rights a conclu à l'engagement des ex-FAR dans les combats aux côtés des forces de Denis Sassou-Nguesso dans la prise de la ville de Brazzaville lors des combats qui l'opposaient aux forces gouvernementales de Pascal Lissouba. L'aéroport de Maya-Maya a notamment été capturé par les militaires rwandais commandés par le Lt Col. Edouard GASARABWE, le Lt Col. J.M.V. Ndahimana et le Maj. Leodomir Mugaragu (African Rights, Op.cit., p.76, 78 et 88))

[4] Ibidem, p.88

[5] Commission internationale de l'ONU, présidée par l'égyptien Mahmoud Kassem, Rapport final du 18/11/1998. Voir aussi Billets d'Afrique N° 54, janvier 1998 et N° 67, Février 1999.

[6] AFP 24.11.1999

[7] African Rights, RWANDA : The Insurgency in the Northwest, London, 1998, p.107

[8] African Rights, Op.Cit., p. 98

[9] African Rights, Op. Cit., p.45 + Enquête de l'auteur

[10] AFP, 13.3.1998

[11] AP 8.8.1997

[12] CEA-IRIN 10.8.1997

[13] African Rights, Op. Cit., p. 147-151

[14] AFP, 23 Août 1997 ; AMNESTY INTERNATIONAL, 25 septembre 1997 ; Communiqué HCR, 11 et 12 décembre 1997. Ces deux communiqués précisait que l'attaque a été particulièrement brutale, la plupart des morts et des blessés ont été mutilés à la machette et les agresseurs ont indistinctement tué vieillards, adultes, enfants et bébés, femmes et hommes, valides et malades.

[15] AFP, 27 Août 1997 ; African Rights, Op. Cit., p. 151-158

[16] African Rights, Op. Cit., p. 159-161

[17] AFP 19.11.1997, 21.11. 1997 ; Reuters 20.11.1997

[18] Mêmes sources

[19] APIC, 12.1.1998

[20] AFP, 19.1.1998 ; African Rights, Op. Cit., p. 204

[21] Reuters, 9.2.1998 ; African Rights, Op. Cit., p.198

[22] ARI, 23 février 1998

[23] IRIN-CEA 26.3.1998

[24] IRIN-CEA 20.5.1998

[25] AFP 28.5.1998

[26] IRIN-CEA 4.6.1998

[27] IRIN-CEA 11. 6.1998 ; African Rights, Op. Cit., p. 178-185

[28] IRIN-CEA 18.6.1998

[29] African Rights, Op. Cit., p. 186-1996

[30] AFP 14.11. 1997

[31] AFP 17.11.1997, 19.11.1997, 21.11.1997, Reuters 20.11.1997

[32] African Rights, Op. Cit., p. 161-163

[33] African Rights, Op. Cit., p.197

[34] IRIN-CEA 5.3.1998

[35] IRIN-CEA 27.3.1998

[36] AFP 11.4.1998

[37] AFP 11.4.1998

[38] IRIN-CEA 22.4.1998

[39] IRIN-CEA 29.4.1998

[40] IRIN-CEA 3.4.1998

[41] AFP 14.11.1997

[42] AFP 4.12.1997

[43] Reuters, 7.1.1998

[44] AP 1.3.1998 ; IRIN-CEA, 1.3.1998

[45] IRIN-CEA 6.3.1998

[46] IRIN-CEA 3.4.1998

[47] AFP 11.4.1998

[48] AFP 12.4.1998, African Rights donne les noms de deux victimes : Ancille MUKANYONGA et sa sœur Vénantie USABAMARIYA (Op. Cit., p. 175)

[49] African Rights, Op. Cit., 175-176

[50] IRIN-CEA 16.5.998

[51] African Rights, Rwanda : The Insurgency in the Northwest, September 1998, p.369-379 ; AP 23.6.1997

[52] IRIN-CEA 8.9.1997

[53] African Rights, Op. Cit., p.200-204

[54] IRIN-CEA 15.7.1998

[55] Associated Press 2.8.1998

[56] Filip REYNTJENS, « *Evolution politique au Rwanda et au Burundi, 1997-1998* », L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1997-1998, Paris, L'Harmattan, 1998.

[57] AFP 18.1.1998

Par. Dr BIZIMANA Jean Damascène

Advertisements



REPORT THIS AD



REPORT THIS AD

1994 FDLR GENOCIDE HUTU INTERAHAMWE
ROMEO DALLAIRE RWANDA UMUVUGIZI

[Blog at WordPress.com.](#)



REPORT THIS AD